

Éditorial

Arash Mohtashami-Maali

Numéro 132, été 2006

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/40797ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (imprimé)

1923-2381 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Mohtashami-Maali, A. (2006). Éditorial. *Liaison*, (132), 3–4.

Éditorial

ARASH MOHTASHAMI-MAALI

DÉBUT MAI 2006, le gouvernement minoritaire conservateur présente son budget. Devant ce budget, les partis d'opposition tirent la couverture de leur côté et laissent passer un budget fédéral qui a plutôt l'air de la propagande électorale. Rien d'étonnant, rien de bien anormal dans un contexte politique où aucun parti n'a le luxe de se permettre de coups d'éclat. L'opinion publique va alors dans le sens voulu par le gouvernement. La tendance conservatrice monte; la gauche souffre. Après tout, nous sommes devant un gouvernement de droite qui nous leurre avec un budget digne d'un gouvernement libéral. Cela cloue le bec, cela étonne. Les changements proposés reflètent timidement (heureusement) les promesses électorales des conservateurs et le budget en soi est très proche de celui du gouvernement libéral qui était en place quelques mois auparavant. Après tout, ce budget ne prend que très peu dans la poche des plus démunis et ne donne qu'un peu aux plus nantis! Il n'y a donc pas lieu de s'alarmer devant un tel budget... Pourquoi crier au meurtre quand le meurtre n'est annoncé que pour plus tard? Tout le monde exprime son inquiétude, mais tout s'arrête là. Les inquiétudes ne changent pas la politique d'un gouvernement... même minoritaire. Un peu comme en 1940, pendant la *drôle de guerre*, les troupes creusaient les tranchées et attendaient le long de la ligne Maginot; l'ennemi viendra, il prendra la même route que lors de sa défaite, etc. Nous connaissons la suite. L'Allemagne nazie a contourné la ligne Maginot, et la France a été envahie en quelques semaines...

Et chez les francophones en situation minoritaire, devons-nous seulement nous inquiéter et attendre? Le 3 mai dernier, devant le budget du gouvernement Harper,

la Fédération culturelle canadienne-française (FCCF) a émis un communiqué dans lequel elle se déclarait «satisfaite du financement supplémentaire alloué au Conseil des Arts du Canada» (50 millions de dollars en 2 ans alors que les libéraux offraient 150 millions pour 3 ans), sans questionner le Conseil des Arts du Canada quant à l'investissement de ce budget. Le communiqué commençait avec cette note positive et la FCCF affirmait, par la suite, qu'elle «restera active pour s'assurer que les Arts et la Culture francophones obtiennent plus lors d'un prochain budget [...]». Dans le même document, on nous informait que la FCCF avait participé à l'exercice de consultation pré-budgétaire du gouvernement... En lisant entre les lignes, il est facile de conclure que ces consultations n'ont pas donné de résultats et que tous les efforts de la FCCF n'ont pas suffi pour forcer le gouvernement, pardon, cette machine électorale, à se responsabiliser et à penser à la réalité francophone hors Québec. Il est donc facile de souligner la contradiction qui résulte de ce document produit peut-être à la hâte: si la consultation pré-budgétaire à laquelle a participé la FCCF n'a pas eu de résultats concrets, comment la FCCF pense que son activisme auprès du gouvernement peut lui arracher «plus lors du prochain budget»? Suite aux recommandations de la FCCF, quels étaient les moyens de pression utilisés par cet organisme pour que les revendications de nos communautés soient prises en compte lors de l'exercice budgétaire du gouvernement? Le communiqué de presse ne nous dit rien et le public a raison d'être sceptique et un peu amer. La réalité est simple: les gouvernements nous consultent, mais ensuite ils ferment les portes et nos

représentants restent en marge des centres de décisions.

Le jour même, je recevais le communiqué de la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA). Un peu plus alarmiste, ce communiqué disait : «[...] la Fédération trouve désolant qu'à première vue, l'appui au développement des communautés semble absent du budget, comme c'était le cas avec le Discours du Trône». En effet, lors de ce traditionnel discours politique, le gouvernement passait sous silence la question des francophones en milieu minoritaire (une autre *tradition* établie depuis longtemps). Le gouvernement conservateur sait très bien que pour améliorer sa situation politique au Québec, il lui faut occulter la question des francophones vivant dans les autres provinces. Et comme toujours, ce sont les francophones des autres provinces qui paient le prix de l'unité canadienne, de la réussite électorale d'un parti...

Que faire ?

La situation est claire. Si le début de ce texte semble être critique envers nos organismes qui portent le lourd poids de la représentation politique de nos communautés (la FCCF et la FCFA), mon objectif est de les (nous) inviter à réfléchir sur les moyens que nous utilisons. Nous n'avons aucun allié au Parlement, nous n'avons aucun poids politique. Nous en sommes conscients et, par le travail de ces mêmes organismes (la FCCF, le FCFA et bien d'autres organismes provinciaux ou nationaux), nous nous sommes organisés au long des années et nous avons obtenu des acquis. Cependant, ce dont nous disposons aujourd'hui ne répond pas à nos besoins actuels. Comme toujours, ce que nous avons construit et continuons à construire ne tient qu'au travail acharné des membres de nos communautés et non pas à l'investissement majeur de nos gouvernements. Ces derniers nous donnent le strict minimum pour la survie et non pas pour l'épanouissement de nos communautés. La FCCF et la FCFA le savent et font de leur mieux, mais ne sommes-nous pas à un tournant important de notre histoire où il faut mettre en cause nos moyens et nos méthodes et trouver du nouveau ?

Il me semble que nos communautés et nos leaders ont le droit et le devoir de passer à un autre niveau de revendication. Faire du lobbying dans les couloirs du parlement ne suffit plus. Rencontrer les hauts fonctionnaires qui nous demandent de présenter des résultats et de remplir des formulaires n'est qu'un acte vain et sans conséquence réelle. Les hauts fonctionnaires nous connaissent, mais ils ont les mains liées... Les résultats sont là... et les lois passent, les budgets sont votés, sans que nos communautés soient mentionnées. Nous sommes ignorés de tous. Disons le crûment : nous ne sommes pas la priorité de ce pays.

Ne frappons-nous pas à la mauvaise porte ? Nous avons cherché le soutien du Bloc québécois, mais nous ne l'avons jamais obtenu. Tout au contraire, le Bloc est constamment contre nous. Nous avons cherché et trouvé quelques alliés dans les rangs des libéraux alors au gouvernement, mais cela n'a pas aidé la Cause. Comme une hirondelle ne fait pas le printemps, un membre du Parlement, à lui seul, ne fait pas la loi. L'important est de nous donner une existence politique et être reconnus en raison de notre poids électoral... Autrement dit, nos représentants politiques devraient

peut-être trouver un moyen pour que nous formions un front commun partout au Canada français.

Aujourd'hui plus que jamais, alors que le budget de septembre se présente comme une épée de Damoclès, alors que la droite gagne dans l'estime de la population, nos organismes doivent agir vite tout en mettant en cause leurs méthodes. Nous devons trouver les moyens de rapprocher nos communautés et de leur donner une voix sur la place publique. Les rassembler autour d'une cause commune à travers tout le Canada. Faut-il lancer une campagne politique à nous seuls ? Marcher comme Gandhi le long des routes ou faire des grèves de la faim ? Ou suivre le chemin des agriculteurs de notre pays... Peut-être. Ce qui est certain, c'est qu'il faut agir auprès du public, auprès de l'opinion publique qui fait et défait les gouvernements. Autrement dit, il faut faire notre place parmi les partis d'opposition ou leur montrer notre poids.

Il faut également repenser la notion d'allié. Il existe au Canada une autre communauté de langue officielle minoritaire qui se trouve du côté du Québec. Oui, j'ose parler des anglophones. Ne sont-ils pas nos vrais alliés ? N'ont-ils pas les mêmes revendications que nous ? Ne sont-ils pas aussi mal écoutés que nous ? Et pour finir, n'aurions-nous pas, ensemble, une influence plus importante en ayant un poids électoral un peu plus marqué ? Ce qui est certain, c'est qu'en politique, il ne faut pas hésiter à faire des alliances stratégiques. Faire cavalier seul, c'est accepter l'échec. Après tout, nos homologues québécois utilisent ce genre d'alliances stratégiques. Pourquoi devons-nous nous en priver ? Par exemple, l'Association nationale des éditeurs de livres (ANEL) participe à des négociations avec les différentes instances gouvernementales en collaboration avec *Association of Canadian publishers* (ACP). On retrouve le même genre de lien entre l'Uneq et *Pen Canada*.

Mais après tout, au Canada français, nous sommes les spécialistes de la ligne Maginot. Nous avons quelques acquis et nous pensons pouvoir les défendre et obtenir plus. Nous ne pensons pas qu'il y a des gens en face de nous qui ne pensent qu'à une chose : contourner les lignes, nous prendre d'assaut et détruire ce que nous avons construit après tant d'années. Et disons-nous une chose : les murs n'avancent pas, ce sont les gens qui en construisent d'autres ailleurs.

Construisons nos futurs murs un peu plus loin... ensemble.



Le numéro que vous avez entre vos mains est le dernier numéro auquel participe Christian Quesnel, graphiste de la revue depuis 8 ans. J'aimerais profiter de l'occasion pour lui dire un grand merci. Depuis mon arrivée au sein de l'équipe, il y a 3 ans, j'ai apprécié travailler avec Christian, qui a toujours été d'un grand soutien pour toute l'équipe. Christian Quesnel est artiste et sa pratique le conduit aujourd'hui vers d'autres lieux. Toute l'équipe de la revue lui souhaite bonne chance et bonne continuation. ■